

101

Schéma général et encours du financement des entreprises

MOTS CLÉS

dettes,
actions,
financement de marché,
financement intermédié,
Reffin

SOMMAIRE

1. SCHÉMA GÉNÉRAL DES DIFFÉRENTES SOURCES DE FINANCEMENT DES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES	2
2. L'ACTIVITÉ DES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES	2
3. LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES	3

1. SCHEMA GÉNÉRAL DES DIFFÉRENTES SOURCES DE FINANCEMENT DES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES

Les comptes nationaux financiers, établis par la Banque de France, reprennent les classifications des différents « secteurs institutionnels » de la comptabilité nationale. Ainsi, les entreprises sont représentées par la catégorie des « sociétés non financières » (SNF), dont sont exclues les entreprises individuelles classées dans le secteur des « ménages ». Les intermédiaires financiers (IF), à l'origine des financements octroyés, recouvrent un périmètre plus large que les seuls établissements de crédit. Ceux-ci comprennent en effet les Institutions financières et monétaires (IFM), composées de la banque centrale, des établissements de crédit, des OPCVM monétaires, et les autres intermédiaires financiers (institutions financières diverses et autres OPCVM). Les comptes des SNF sont établis à partir des informations déclarées par les autres secteurs. Certaines informations proviennent du dispositif d'Élaboration des statistiques annuelles d'entreprises (ESANE), géré par l'Insee. Des précisions complémentaires sont disponibles [sur le site de la Banque de France](#).

Le financement de l'économie française a longtemps reposé sur le crédit bancaire. Ces crédits bancaires représentaient environ 75 % du financement en dette des SNF à la fin des années 90, 77 % à l'été 2008. Depuis 2008, cette part dominante du financement bancaire a significativement reculé au bénéfice du financement de marché. Ainsi, la part du financement de marché dans le financement en dette est passée de 23 % en 2008 à 40 % en 2015 et s'est stabilisée depuis autour de 36 %. De manière générale, l'endettement des SNF françaises a progressé plus rapidement que dans les autres économies européennes depuis la crise de 2008, avec une accélération sur la période qui a immédiatement précédé la crise sanitaire.

2. L'ACTIVITÉ DES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES

Sur l'année 2020, les flux de dette des SNF augmentent nettement, du fait de l'accroissement des emprunts bancaires et des émissions de titres de créance au 2^e trimestre, au début de la crise sanitaire. Les placements financiers s'élèvent fortement en 2020 : cette hausse est consécutive aux flux élevés du 2^e trimestre, dus à une élévation des dépôts et à une reprise des acquisitions de titres d'OPC monétaires.

	Flux annuels 2019	Flux annuels 2020
Placement financiers	31,3	208,7
Numéraire et dépôts	53,5	156,6
Titres	-13,1	44,4
<i>Titres de créance</i>	3,7	-8,5
<i>OPC monétaires</i>	-9,4	60,2
<i>OPC non monétaires</i>	-7,4	-7,3
Autres prêts nets	-9,1	7,7
Flux de dette	107,8	240,7
<i>Emprunts bancaires</i>	50,7	152,0
<i>Titres de créance</i>	39,3	77,6
<i>Actions et autres participations nettes</i>	17,8	11,1

Source : Banque de France, Comptes financiers des agents non financiers (analyse au 27 avril 2021).

L'analyse des flux permet de mesurer les évolutions des sources de financement des SNF en France. En 2020, la valeur ajoutée des SNF a fortement diminué avec une contraction de 105,7 milliards d'euros. L'excédent brut d'exploitation a connu une décroissance de 53 milliards d'euros soit - 12,5 %. Au total, l'épargne des SNF a diminué de 43,3 milliards d'euros.

La crise sanitaire a aussi eu pour autre conséquence une baisse des investissements de 6,7 %, soit une baisse de 20,7 milliards. Au total, le taux d'autofinancement diminue de 8,1 points pour atteindre 89,1 % en 2020.

La crise sanitaire a ainsi fortement impacté la structure financière des SNF avec une diminution brutale de l'activité et un choc de trésorerie. Les dispositifs publics de compensation des pertes ont permis de réduire d'environ 50 % le besoin de financement induit par ce choc. Les Prêts garantis par l'État (PGE) ont notamment permis d'apporter un soutien en trésorerie (voir fiche 420).

3. LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES

La France comptait en 2017 plus 3,9 millions d'entreprises actives.

Fin 2017, 928 000 micro-entrepreneurs sont économiquement actifs. Ils exercent une activité non salariée dans l'ensemble des secteurs non agricoles, à titre principal ou en complément d'une activité salariée. Ils représentent 33 % de l'emploi non salarié.

Le nouveau régime de micro-entreprises, entré en vigueur en janvier 2009, a fortement pesé sur les créations d'entreprises individuelles puisque plus de 200 000 personnes optent chaque année pour le régime du micro-entrepreneuriat.

Bien que les entreprises individuelles soient classées dans le secteur des « ménages », la comptabilité nationale est en mesure de distinguer au sein du compte des ménages les opérations des entreprises individuelles relatives aux comptes de production et d'exploitation.

Les créations d'entreprises individuelles classiques décroissent de 13 % en 2020, soit un total de 82 200 créations. Les immatriculations d'entreprises individuelles sous le régime du micro-entrepreneur s'accroissent de 9 %, soit 45 900 immatriculations supplémentaires, pour atteindre 547 900 créations.

Ainsi, en 2020, la part des micro-entrepreneurs dans le nombre total de créations continue d'augmenter (65 % après 62 % en 2019), tandis que celle des entreprises individuelles classiques diminue (10 %, après 12 % en 2019).

RÉFÉRENCES

- Comptes financiers et non financiers nationaux
La publication des comptes financiers nationaux intervient chaque année au mois de mai sur le site de la Banque de France en coordination avec celle de l'Insee sur les comptes nationaux non financiers.
- <https://www.banque-france.fr/statistiques/epargne-et-comptes-nationaux-financiers/comptes-nationaux-financiers/comptes-nationaux-financiers-par-secteurs/comptes-financiers-des-agents-non-financiers>
- <https://www.banque-france.fr/intervention/le-financement-des-entreprises-en-sortie-de-crise>
- <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5016913#onglet-2>
- <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5387891>